

DOSSIER DE PRESSE

DEUXIÈME SOMMET SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

POUR « UNE ÉNERGIE NUCLÉAIRE SÛRE
ET ACCESSIBLE POUR TOUS »

*FOR "A SAFE AND AFFORDABLE NUCLEAR ENERGY
FOR ALL"*

10 MARS 2026, PARIS, FRANCE

TABLE DES MATIÈRES

P. 2	1. Éditorial du président de la République
P. 4	2. Présentation du Sommet
P. 6	3. Le propos du Sommet
P. 7	4. La filière nucléaire comme solution pour répondre aux enjeux globaux
P. 9	5. La relance du nucléaire civil à travers le monde
P. 13	6. La France, un acteur de premier plan
P. 19	7. Annexes

1. Éditorial du président de la République

Le nucléaire constitue aujourd'hui une solution indispensable pour répondre à la demande croissante mondiale en énergie, au carrefour des défis de décarbonation et de souveraineté économique et énergétique.

L'énergie nucléaire se positionne à l'échelle mondiale comme composante essentielle d'un bouquet énergétique décarboné. Le nucléaire est nécessaire pour disposer à toute heure, en complémentarité avec les énergies renouvelables, d'une source d'approvisionnement en énergie décarbonée, pilotable et compétitive. Dans la lignée de l'objectif défini lors de la COP28 de Dubaï de tripler la production nucléaire mondiale à l'horizon 2050, ce Sommet sera l'occasion pour les pays signataires, ainsi que pour les nouveaux pays désirant rejoindre cette initiative, de réitérer cet engagement, crucial dans la lutte contre le changement climatique. Il sera aussi l'occasion pour nous Européens de réaffirmer la place centrale qu'occupe le nucléaire dans le mix énergétique de long terme comme dans la stratégie industrielle de notre Union. La France défend à l'échelle européenne et internationale la pleine réalisation de cette ambition, et est prête à accompagner les pays désireux de franchir le pas et d'initier un programme électronucléaire.

Le nucléaire connaît également un regain d'intérêt porté par l'enjeu de la souveraineté énergétique, par les projets de décarbonation de nos industries et par l'essor de l'intelligence artificielle (IA). Le contexte géopolitique mondial et les tensions géoéconomiques croissantes, comme l'illustrent encore les événements en cours au Moyen-Orient, nous poussent à revoir nos modèles énergétiques, qui doivent être en mesure de combiner décarbonation, emplois et souveraineté énergétique. La décarbonation de nos industries, qui passe notamment par l'électrification des procédés industriels, est à la fois un levier d'indépendance fort vis-à-vis des importations de produits fossiles, mais aussi un moyen de prendre le *leadership* dans des marchés en émergence. L'engagement fort de la France, que ce soit pour l'acier, l'automobile ou encore la chimie, est soutenu par notre électricité décarbonée et nucléaire. L'essor de l'IA, dans laquelle la France se positionne parmi les leaders mondiaux, nécessite une énergie disponible en grande quantité et performante pour répondre à la croissance des investissements dans les infrastructures comme les *data centers*. Le nucléaire permet de répondre à ce besoin par une énergie décarbonée.

La relance du nucléaire est aussi un enjeu industriel à part entière et le Sommet doit constituer une occasion d'avancer vers de nouvelles formes de coopération entre acteurs de la filière, marquée par une grande variété de compétences, pour soutenir notamment la compétitivité industrielle et la transition énergétique de notre continent européen. La France y prend toute sa part, avec une feuille de route nationale ambitieuse qui comprend notamment la construction de nouveaux réacteurs EPR2 et le développement de réacteurs innovants. Pour y répondre, la filière nucléaire française se renforcera de plus de 100 000 personnes supplémentaires dans les prochaines années.

Le Sommet est une opportunité d'engager des discussions pour sécuriser des financements à long terme et engager les investisseurs publics et privés. En lien avec ses partenaires, la France souhaite mettre fin à toutes les exclusions non fondées qui pénalisent le financement des projets nucléaires et mobiliser en sa faveur les institutions financières internationales et les fonds privés. En Europe notamment, nous continuerons de porter avec les Etats membres de l'Alliance européenne du nucléaire le principe de non-discrimination dans les financements, qu'ils soient nationaux ou européens.

Dans cette phase de relance mondiale de la filière nucléaire, l'innovation et la recherche peuvent nous permettre d'aller plus loin. Le Sommet permettra de nourrir les échanges autour du développement d'innovations porteuses de progrès. Appuyée par des infrastructures de recherche historiquement performantes, une effervescence de projets a émergé ces dernières années, afin notamment de développer de nouveaux modèles de petits réacteurs modulaires (SMR) innovants par leurs technologies, les usages qu'ils visent et leurs structurations industrielles et financières. En ce qui concerne la fusion, le programme international ITER, que la France est fière d'héberger, est le projet de coopération scientifique le plus important au monde par les moyens qui lui sont consacrés et par les ambitions qu'il porte.

Nous commémorerons le 11 mars 2026, le 15^e anniversaire de la catastrophe de Fukushima. La catastrophe a été suivie d'une amélioration sensible de la sûreté des centrales nucléaires en fonctionnement et en cours de construction dans le monde, et notamment en France. Cet effort doit se poursuivre dans le temps.



La France, par sa longue histoire, par la grande richesse de son secteur nucléaire et par les nombreuses coopérations qu'elle développe à l'international, entend continuer de jouer un rôle de premier plan pour promouvoir l'énergie nucléaire civile. C'est donc tout naturellement qu'elle accueille cette seconde édition du Sommet mondial de l'énergie nucléaire. J'espère qu'il pourra apporter sa contribution au développement de l'énergie nucléaire à travers le monde et promouvoir ainsi les applications pacifiques de l'atome.

2. Présentation du Sommet

10 % : part du nucléaire dans la production mondiale d'électricité, avec environ 450 réacteurs en exploitation.

L'électronucléaire est dans une phase de relance du fait de sa capacité à répondre à l'augmentation des besoins électriques, à contribuer à la souveraineté énergétique et à permettre la décarbonation de l'économie.

Garder le cap vers l'objectif de tripler les capacités nucléaires d'ici 2050 : La déclaration pour le triplement des capacités installées à l'horizon 2050, endossée depuis son annonce lors de la COP28 par 34 États, est une démonstration de cette reprise.

Des chantiers majeurs sont devant nous pour mettre en œuvre cette relance, dont le financement des nouveaux projets nucléaires, la capacité de tenir les délais de construction, de disposer de filières industrielles performantes et de viviers de personnes qualifiées, et la prise en considération des tensions sur l'approvisionnement en uranium et en combustible.

Le paysage international est caractérisé par une variété et une concurrence au plan mondial des fournisseurs de technologies originaires de Chine, des États-Unis, de Russie, de Corée du Sud, de France, du Japon, du Canada, aussi bien dans le domaine des réacteurs de grande puissance que dans celui des petits réacteurs modulaires (SMR). Dans le même temps, plusieurs pays non - nucléarisés, en Amérique du Sud, en Asie du Sud-Est et en Afrique notamment, s'intéressent au développement de programmes nucléaires civils.

Dans un contexte international profondément marqué par le retour en force des enjeux liés au nucléaire militaire, le 2^{ème} Sommet sur l'Énergie Nucléaire représentera une occasion rare d'aborder en multilatéral au niveau mondial les enjeux du nucléaire civil, et d'asseoir la dimension positive de son développement. A noter que le premier semestre 2026 sera également marqué par une échéance importante avec la tenue de la 11^{ème} **Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération (TNP)**.

Un Sommet organisé en partenariat avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Organisation internationale sous l'égide des Nations unies fondée en 1957, l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) a pour mission de promouvoir l'utilisation sûre des technologies nucléaires à des fins pacifiques. La France participe activement aux travaux de l'AIEA dans l'ensemble de ses missions.

Ce sommet de haut niveau s'inscrit dans la lignée du succès du 1^{er} Sommet sur l'énergie nucléaire de Bruxelles en 2024, présidé par le Premier ministre belge, Alexander De Croo, et Rafael Grossi, Directeur général de l'AIEA.

Un large panel d'acteurs invités

Le Sommet réunira un panel diversifié d'acteurs issus des secteurs public et privé comme de la société civile et de la presse.

Plus de 60 pays conviés : c'est le nombre de pays invités au Sommet, en comptant parmi eux les principaux acteurs du nucléaire au niveau mondial, de nombreux pays européens ainsi que des pays membres du G77, coalition d'environ 130 pays en développement, conviés au Sommet afin d'en assurer la dimension transrégionale.

L'Union européenne, via le Conseil européen et la Commission, ainsi que les organisations internationales du nucléaire, telles que l'Agence

Internationale de l'Énergie (AIE), l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE (AEN) ou de coopération régionale, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et la Commission Africaine de l'Énergie Nucléaire (l'AFCON), sont également invitées afin de renforcer l'ouverture et la logique multilatérale de l'événement.

Des acteurs économiques mondiaux seront également présents lors du Sommet.

En particulier, les industries électro-intensives et des entreprises du monde numérique seront représentées afin d'enrichir les échanges. Les institutions financières internationales, en particulier les banques multilatérales de développement, les fonds d'investissement ainsi que les grandes banques, seront présentes afin de donner corps à l'ambition de faire de ce sommet une étape clef pour le financement du nucléaire.

Le traitement envisagé des enjeux de sûreté, de sécurité, de formation, d'innovation et d'inclusion bénéficiera grandement de la **participation d'institutions scientifiques¹ ou administratives²**. La participation d'associations ou de groupements³ renforcera l'inclusivité du sommet.

Un outil indispensable pour la sécurité énergétique et la décarbonation

L'énergie nucléaire contribue déjà significativement aux efforts mondiaux de décarbonation et à la sécurité de l'approvisionnement énergétique, dans un contexte de demande croissante d'énergie. La France et l'AIEA souhaitent faire de ce Sommet une nouvelle étape vers cette concrétisation.

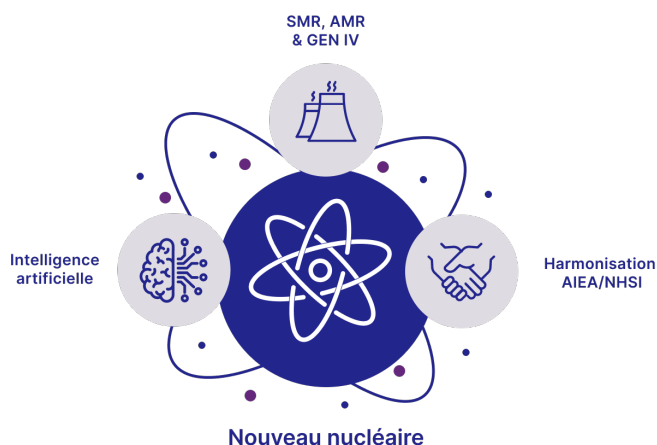
L'objectif du Sommet : Identifier les mesures pratiques nécessaires à mettre en œuvre et établir une feuille de route concrète vers 2050.

Avec ses partenaires et l'AIEA, la France a joué un rôle central dans la coordination des discussions régionales et mondiales dans le domaine de l'énergie nucléaire. Le salon *World Nuclear Exhibition*

de novembre 2025 est venu nourrir la dynamique mondiale de la relance du nucléaire, permettant des discussions sur l'innovation et le financement entre des représentants et des entreprises de plus de 80 pays différents.

Dans ce contexte, cette deuxième édition du Sommet sur l'énergie nucléaire mettra l'accent sur trois volets spécifiques.

1. Asseoir la dimension vertueuse du développement du nucléaire, ainsi que les conditions nécessaires pour en faire un outil de lutte contre le changement climatique, de souveraineté énergétique et de compétitivité ;
2. Mettre en avant les réponses des industriels et des filières du nucléaire dans le monde ;
3. Travailler à une convergence sur les solutions matérielles nécessaires à la concrétisation de l'engagement de tripler les capacités électronucléaires installées (déclaration de la COP de Dubaï), dans le respect des meilleurs standards de sûreté.



¹Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Organisation européenne pour la recherche européenne (CERN), Centre national de la recherche scientifique (CNRS), notamment.

²Agence nationale de gestion des déchets et des matières radioactives (ANDRA), Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR), Groupement européen des autorités de sûreté nucléaire (ENSREG), notamment.

³Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), Nuclear Europe, Association Mondiale des Exploitants Nucléaires (WANO), Association mondiale du nucléaire (WNA), Exposition nucléaire mondiale (WNE), notamment.

3. Le propos du Sommet

La France souhaite faire de ce Sommet un jalon du multilatéralisme dans le secteur du nucléaire qui a vocation à :

1. **Rassembler simultanément l'ensemble de l'écosystème de l'énergie nucléaire** – gouvernements, entreprises, associations, scientifiques, ONGs – pour échanger autour des grands enjeux, des défis et des perspectives de la filière.
2. **Offrir un espace de dialogue et d'échange aux chefs d'État et de gouvernement ainsi qu'à leurs représentants, pour parvenir à une vision partagée du déploiement de capacités** entre les pays exploitants du nucléaire et ceux engagés pour le devenir.
3. **Faire endosser à de nouveaux pays la Déclaration sur le triplement des capacités nucléaires d'ici à 2050, lancée au cours de la COP28. Les Etats déjà signataires pourront réaffirmer leur engagement**, au service des objectifs de neutralité carbone.
4. **Entre Etats membres de l'Alliance européenne du nucléaire, unir nos positions et notre voix** au profit du soutien politique de l'Union européenne à l'énergie nucléaire et à l'amélioration de l'accès au financement des projets.
5. **Obtenir des acteurs économiques internationaux des avancées sur le financement des activités nucléaires.**

4. La filière nucléaire comme solution pour répondre aux enjeux globaux

Le nucléaire, une énergie décarbonée

L'énergie nucléaire est nettement moins émettrice que le gaz et le charbon. Selon le GIEC, le nucléaire émet 12 g de CO₂ par kWh d'électricité produite contre 490 g de CO₂/kWh pour le gaz et 820 g de CO₂/kWh pour le charbon⁴

Le nucléaire permet chaque année d'éviter le rejet de 2 milliards de tonnes de CO₂ chaque année dans le monde, soit l'équivalent de la production de 400 millions de voitures (selon l'AIEA). Sans l'énergie nucléaire, les émissions liées à la production d'électricité auraient été supérieures de 40 % en Europe et de 25 % aux Etats-Unis entre 1971 et 2020 (selon l'AIE).

Besoins mondiaux croissants

Électrification massive & décarbonation urgente



Réponse nucléaire & innovation

Électricité sûre et bas-carbone, flexibilité, complémentarité



Le nouveau nucléaire est la pièce manquante pour équilibrer l'équation énergétique mondiale

Répondre à la forte hausse de la demande mondiale en électricité et à la modification des consommations énergétiques face à l'urgence climatique

Le déploiement de projets nucléaires s'inscrit ainsi comme un choix pertinent face à l'urgence climatique, qui accroît les besoins en électricité pour y faire face.

Les rapports du GIEC et de l'AIE montrent que l'atteinte des objectifs climatiques à horizon 2050 requiert, pour certains scénarios, le **doublage de la capacité de production d'énergie nucléaire d'ici à 2050**, ce qui témoigne de la pertinence et de l'intérêt de cette énergie à moyen-terme.

Energie décarbonée en complément des énergies renouvelables, le nucléaire est donc une réponse du côté de l'offre à l'électrification croissante des usages, aussi bien dans le secteur des transports et de l'industrie que dans le secteur du bâtiment.

Dans le scénario de neutralité carbone en 2050 de l'AIE, la **production d'électricité devrait être multipliée par 2,5 à 3 au niveau mondial**, conséquence de l'émergence de nouveaux usages et de l'augmentation de l'utilisation des véhicules électriques, du changement de mode de chauffage ou encore de la décarbonation des principaux sites industriels. L'électricité représentera 50 % de la consommation finale en 2050, contre 20 % aujourd'hui.

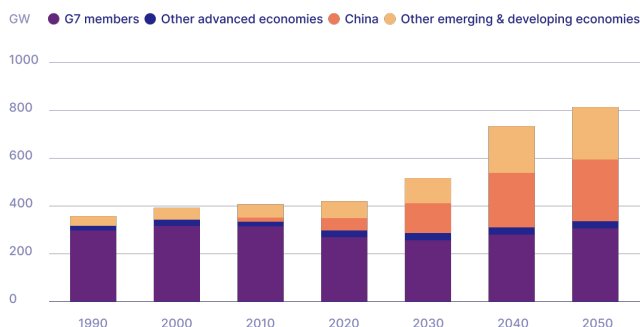
⁴ Du côté des énergies renouvelables, l'éolien émet 11 g de CO₂/kWh et le solaire 41,48 g de CO₂/kWh.
GIEC – 2014 – https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ipcc_wg3_ar5_annex-iii.pdf
⁵AIEA – 2018 – <https://www.iaea.org/publications/13395/climate-change-and-nuclear-power-2018>

Le nucléaire peut également apporter une réponse à la décarbonation de certains usages jusqu'ici dépendants des énergies fossiles, comme la production de chaleur pour certains secteurs industriels et pour les réseaux de chaleur urbaine. Il permet également de répondre à la croissance exponentielle de secteurs gourmands en énergie, comme l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, et les centres de données. L'énergie nucléaire, qui permet la fourniture d'une énergie bas-carbone, abondante, sûre et pilotable, de capacités supplémentaires issues d'autres sources.

Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de **trippler les investissements dans l'énergie nucléaire d'ici 2030**, selon un rapport de l'AIE (2022⁶).

World nuclear power capacity in the Net Zero Emissions Scenario, 1990-2050

Nuclear Power and Secure Energy Transitions



Note: G7 members are Canada, France, Germany, Italy, Japan, the United States plus the European Union

Sans contribution du nucléaire, l'AIE indique que l'atteinte de la neutralité carbone serait à la fois ;

- **Plus difficile**, car il faudrait repousser les frontières technologiques sur la possibilité d'intégrer une part importante de renouvelables variables.
- **Plus chère**, puisque tout gigawatt de nucléaire non construit demandera 3,5 GW de capacités supplémentaires issues d'autres sources, avec un appel accru aux matériaux critiques tant pour la production que pour les réseaux.

À l'échelle française, selon le rapport **Futurs Energétiques**⁷ publié en novembre 2021 par Réseau de Transport d'Electricité (RTE), les scénarios n'intégrant pas la construction de nouveaux réacteurs nucléaires pour atteindre la neutralité carbone de la France en 2050 reposent sur des paris technologiques et industriels lourds.

Inversement, la filière du nucléaire est capable de faire preuve de résilience face au changement climatique. Les normes de sûreté actuelles face à l'élévation du niveau des mers intègrent les effets du changement climatique à l'horizon 2100, et doivent permettre de résister à des aléas extrêmes⁸.

Des adaptations complémentaires sont réalisées sur les sites les plus exposés.

La gestion des déchets nucléaires

La bonne gestion des déchets nucléaires (stocks actuels et futurs) reste un impératif pour le développement de l'énergie nucléaire. Les différents modes de gestion (stockage et entreposage) permettent d'apporter des solutions temporaires ou définitives.

En collaboration avec des Etats comme la Suède, la Finlande ou le Canada, la France promeut le stockage géologique profond comme solution industrielle de stockage définitif des déchets nucléaires. Elle développe ainsi sur le site de Bure le projet Cigéo pour ses déchets les plus radioactifs. La France est également motrice pour minimiser, par le recyclage et la valorisation des matières radioactives, la quantité de déchets générée chaque année et se veut pionnière dans l'économie circulaire du nucléaire.

⁶ <https://www.iea.org/reports/nuclear-power-and-secure-energy-transitions>

⁷ publié en novembre 2021

⁸ dont la probabilité de réalisation est d'une fois tous les 10 000 ans Chiffres d'EDF extraits d'un rapport du Sénat - 2023
- https://www.senat.fr/rap/r22-442/r22-442_mono.html#fn8

5. La relance du nucléaire civil à travers le monde

L'année 2025 marque une nouvelle étape dans la relance du nucléaire dans le monde, à la suite de la concrétisation de multiples projets⁸.

Selon l'AIE, les investissements mondiaux dans le nucléaire ont augmenté de **50 % en 5 ans pour franchir le seuil des 70 milliards de dollars en 2025.**

L'année a également vu le retour historique de la Banque mondiale et de la Banque européenne d'investissement dans le financement de projets nucléaires, témoignant d'un fort réengagement institutionnel.



Europe

Au sein de l'Union européenne, en 2024, les centrales nucléaires ont généré **23,3 %** du total de l'électricité produite dans l'Union européenne, soit 650 TWh.

La Commission européenne a publié en juin 2025 son projet de Programme indicatif nucléaire (PINIC), basé sur les Plans nationaux énergie-climat (PNIEC) remis par chaque Etat membre à l'été 2024 : d'ici à 2050, les grands réacteurs nucléaires en exploitation à long terme du parc existant et les nouvelles constructions représenteront 109 GW de capacité électrique. Les petits réacteurs modulaires (SMR/AMR) pourraient ajouter 53 GW de capacité électrique nouvelle. La capacité électronucléaire totale installée pourrait ainsi dépasser 160 GW en 2050. A titre de comparaison, le précédent PINIC (2019) prévoyait initialement 71 GW en 2050.

Environ 241 milliards d'euros d'investissements seront nécessaires pour atteindre ces objectifs.

La création d'une **Alliance industrielle des SMR** en février 2024 ou encore celui d'un **Projet important d'intérêt européen commun (PIIEC)** sur les technologies nucléaires innovantes en avril 2025 témoignent d'une prise en main du sujet nucléaire au cœur de l'Union européenne. En 2025, de nouveaux pays ont annoncé des programmes nucléaires, ou une réflexion politique en ce sens, comme l'Italie, la Belgique, la Norvège ou le Danemark.

Les projets de petits réacteurs modulaires européens se précisent.

A l'échelle européenne, le centre de recherche belge SCK CEN a créé en juin 2025 le consortium Eagles avec le centre roumain RATEN et les entreprises italiennes Ansaldo Nucleare et Enea. Ce consortium développera l'Eagles-300, un petit réacteur modulaire refroidi au plomb (SMR) de quatrième génération. La commercialisation est prévue pour 2039, avec un réacteur de démonstration attendu en 2035.

En France, EDF et ses partenaires ont engagé la refonte du projet Nuward, tandis que le concepteur du SMR calogène Calogena a entamé des discussions avec le CEA en vue d'une implémentation potentielle.

Le Royaume-Uni appuie le développement du Rolls-Royce SMR de 400 MWE, en cours d'examen réglementaire, et qui a été retenu non seulement sur son sol mais aussi en République tchèque, en Pologne et en Estonie. En Suède, la technologie britannique est aussi finaliste de l'appel d'offres face à GE-Hitachi.

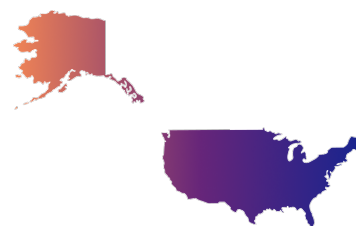


Chine

La Chine développe son programme nucléaire civil depuis 1991, et figure aujourd'hui parmi les pays construisant le plus de nouveaux réacteurs. Le pays investit à la fois dans l'extension de son parc électronucléaire et dans le développement de nouvelles technologies et applications liées à l'énergie nucléaire.

450 TWh : c'est la production d'électricité nucléaire de la Chine en 2024, soit 4,5% du mix énergétique du pays.

La Chine dispose à date de **58 réacteurs en exploitation et 56 en construction** ou en projet, opère déjà un réacteur à neutrons rapides de puissance refroidi au sodium (CFR600), une technologie dite de 4e génération.



Etats-Unis

Du côté des Etats-Unis, alors que l'administration démocrate avait déjà fixé l'objectif de tripler la capacité nucléaire d'ici 2050, l'administration du Président Donald Trump a annoncé sa volonté de **quadrupler la production d'énergie nucléaire**.

En 2024, 20 % de l'électricité du pays est produite par la filière nucléaire.

Le pays dispose du plus grand parc nucléaire au monde avec :

- 94 réacteurs répartis sur 55 centrales ;
- 14 sites identifiés de petits réacteurs modulaires (SMR/AMR) ;
- 2 sites identifiés de démonstrateurs AMR en construction.



Inde

Avec 6 réacteurs en construction et 10 unités en projet, le programme indien est le deuxième plus important au monde derrière la Chine. Le gouvernement souhaite multiplier par plus de dix la capacité nucléaire d'ici à 2047, soit un total de

100 GWe. Le parc nucléaire de l'Inde, composé aujourd'hui de 23 réacteurs (7,5 GW) pourrait atteindre 22 GW en 2032 puis 100 GW d'ici à 2047.



Canada

Le **Canada** avance sur plusieurs fronts avec son programme de prolongation de l'exploitation du parc historique (17 réacteurs), le lancement de la construction de premiers petits réacteurs modulaires (4 unités de 300 MWe pour une première mise en service en 2030) et même sur le sujet des réacteurs de puissance pour une capacité qui pourrait atteindre jusqu'à 10 GWe au total.



Japon

Au Japon, le redémarrage du parc historique continue avec maintenant 14 unités en fonctionnement. L'augmentation de la part du nucléaire doit desservir l'objectif d'une production électrique diversifiée en 2040 avec 40 % à 50 % d'énergies renouvelables (contre 23 % en 2023), 20 % de nucléaire (contre 8,5 %) et 30 à 40 % de centrales thermiques (contre 65 %).



Afrique

Le continent africain ne compte qu'une centrale nucléaire de **deux unités en exploitation en Afrique du Sud, alors que quatre unités sont en construction en Égypte.**

Cependant, nombreux sont les gouvernements à envisager le recours à l'énergie atomique pour permettre à l'économie de se développer tout en émettant le moins de CO2 possible.

L'essor des petits réacteurs modulaires pourrait faciliter l'accès à l'énergie nucléaire à des pays comme le Ghana, le Rwanda, le Togo et l'Afrique du Sud, avec des projets plus petits et moins coûteux.

Par ailleurs, la relance du nucléaire, faisant monter les prix de l'uranium, offre de nouvelles perspectives d'exploration et d'exploitation.

Selon les estimations, l'Afrique représenterait **21 % des ressources mondiales d'uranium exploitables** à moins de 130 dollars/kg.

La Namibie (8 %), le Niger (6 %) et l'Afrique du Sud (5 %) concentrent la quasi-totalité de ces ressources.

Le défi du financement

Tandis que de nombreux Etats s'engagent ainsi dans le développement de programmes nucléaires, cette « relance » du nucléaire à l'échelle mondiale requiert une mobilisation sans précédent de capitaux, publics comme privés.

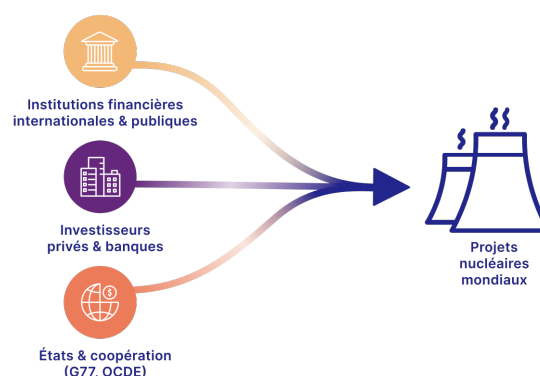
Selon l'Agence internationale de l'énergie, les investissements nécessaires dans le secteur nucléaire pour nous permettre d'atteindre nos ambitions climatiques horizon de 2050 pourraient dépasser les 1000 milliards de dollars, en incluant le renouvellement des parcs existants, les nouvelles constructions, et le déploiement des petits réacteurs modulaires (SMR) et réacteurs avancés (AMR). En Europe, la Commission européenne estime à plus de 240 milliards d'euros les besoins pour que les seules ambitions des Etats membres en matière de projets nucléaires "conventionnels" voient le jour, tandis que le développement des SMR et des AMR pourraient revenir à augmenter significativement ces besoins.

Face à l'ampleur de ces besoins, le soutien des Etats ne saurait suffire et il est donc capital qu'ils développent et mettent en œuvre de nouveaux mécanismes innovants de financement, combinant subventions, garanties publiques et incitations fiscales : contrats pour différence, bases d'actifs régulés, fonds de garanties dédiées, ou encore partenariats publics-privés.

Le Royaume-Uni pour le financement et la régulation des futurs réacteurs de la centrale de Sizewell C fait à ce titre référence. Le schéma de financement retenu en particulier a permis de répartir la charge de celui-ci (à la fois en ce qui concerne la dette et les fonds propres) entre acteurs industriels, fonds privés et institutionnels, banques, institutions de crédits export et Etat.

Les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement ont un rôle à jouer, autant par la mobilisation de leurs propres programmes que par la mise à jour de leurs critères en matière de financement et de leurs politiques pour le climat et l'environnement, qui tiennent lieu de référence pour les banques commerciales et privées.

Les acteurs privés (banques, fonds d'infrastructures et de venture capital) doivent enfin, dans le sillage du soutien de 14 banques et institutions financières internationales (à l'occasion de la New York Climate Week en septembre 2024) à l'initiative Tripling nuclear energy de la COP 28 à Dubaï, accroître leur soutien au secteur nucléaire afin de permettre de répondre à la demande d'énergie nouvelle.



6. La France, un acteur de premier plan

La France – Forte de plus de 70 ans d'expérience

La France bénéficie d'une expertise reconnue couvrant tout le spectre d'une installation nucléaire (conception, fabrication et exploitation de réacteurs nucléaires, cycle du combustible, maintenance, etc.) et s'appuie sur l'expertise de ses organismes et autorités nationales tels que le CEA, l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR), l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) ainsi que les industriels chefs de file du secteur nucléaire comme EDF et Orano.

La stratégie nucléaire française repose sur un triptyque cohérent :

1. Prolonger et moderniser le parc nucléaire existant et les usines du cycle pour maintenir une forte capacité pilotable et l'économie de ressource naturelle ;
2. Construire de nouveaux réacteurs de grande puissance afin d'assurer le renouvellement du parc nucléaire et d'adapter les usines du cycle du combustible associées;
3. Investir dans l'innovation pour préparer les technologies du futur et préserver l'autonomie stratégique notamment pour préparer la fermeture du cycle du combustible.

La politique nucléaire française se caractérise par une approche résolument industrielle. Elle s'appuie sur des réalisations concrètes, modernisation du parc, nouveaux projets de réacteurs et investissements dans le cycle du

combustible, qui visent à maintenir la France parmi les grandes nations nucléaires tout en contribuant à la transition bas-carbone.

Avec 57 réacteurs répartis sur 18 sites, la France dispose du parc nucléaire le plus important du monde en proportion de sa population.



Historiquement, la France a fait le choix d'un modèle électronucléaire reposant sur un parc de réacteurs de forte puissance standardisés, permettant de produire massivement une électricité pilotable, compétitive et bas-carbone. Ce choix reste aujourd'hui au cœur de la stratégie énergétique nationale : il vise simultanément la sécurité d'approvisionnement, la décarbonation de l'économie et l'indépendance vis-à-vis des énergies fossiles importées.

Le parc de réacteurs nucléaires exploité par EDF est l'un des plus importants au monde, avec une production électrique autour de 360 TWh annuel représentant plus de 65% du mix électrique en France et près d'un quart du mix énergétique global. Au-delà des volumes produits, cette politique repose sur un principe clé : maintenir une capacité de production pilotable de grande puissance, indispensable pour garantir la stabilité du réseau face à l'électrification des usages.

En février 2026, le gouvernement français a publié la troisième Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3), qui fixe la stratégie énergétique de la France pour la période 2026-2035 et trace la trajectoire vers la neutralité carbone à l'horizon 2050.

La stratégie française a pour objectif immédiat de prolonger en toute sûreté les centrales nucléaires existantes et de renouveler progressivement le parc par la construction de réacteurs de nouvelle génération.

Cette stratégie s'appuie d'une part sur des investissements dans la robustesse et la performance des installations existantes dans une logique industrielle de résilience, et d'autre part et dans le même temps, sur le renouvellement progressif du parc avec des réacteurs de nouvelle génération.

En 2025, l'EPR Flamanville a franchi un jalon avec l'atteinte de 100 % de puissance, étape industrielle majeure marquant l'aboutissement d'un chantier complexe et la montée en régime de la technologie EPR en France. Le financement du programme des six premiers EPR2 soutenu par l'Etat français a été notifié à la commission européenne en 2025 en vue de la prise d'une décision finale d'investissement fin 2026.

Une maîtrise complète du cycle du combustible : un atout stratégique unique

L'une des spécificités majeures de la filière française réside dans sa capacité à maîtriser l'ensemble du cycle du combustible, de la fabrication au retraitement des combustibles usés pour en valoriser les matières. Il constitue un avantage décisif en limitant la dépendance à l'uranium et en réduisant le volume de déchets ultimes à destination du projet d'enfouissement en couche géologique profonde Cigéo dont le décret d'autorisation est attendu pour 2027.

Le programme industriel dit « Aval du futur » prévoit de nouvelles installations pour valoriser les combustibles usés afin de répondre aux besoins du parc actuel puis des futurs EPR2. Il vise également à renforcer l'intensité du recyclage en France en permettant de multirecycler les combustibles. Ce programme dont le financement est majoritairement porté par EDF au débat public dans les années à venir.

En parallèle, les acteurs de la filière en lien avec les administrations visent à proposer une feuille de route cohérente vers la fermeture complète du cycle du combustibles nucléaires par la mise en place d'un parc de réacteurs de 4ème génération de grande puissance associé à leurs usines de traitement des combustibles. Ce duo permettrait une indépendance totale à l'uranium naturel.

Des investissements pour les réacteurs nucléaires innovants

La politique nucléaire française s'appuie également sur les innovations technologiques et d'usages pour préparer l'avenir du secteur.

La France prévoit ainsi, à l'horizon 2032-2034, la mise en exploitation du réacteur de recherche Jules Horowitz (RJH), actuellement en construction par le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) sur le site de Cadarache. Ce réacteur constitue un outil stratégique et souverain visant à répondre aux besoins du secteur nucléaire civil en matière d'irradiation de matériaux ou de combustible nucléaire tant pour la poursuite du fonctionnement du parc nucléaire existant que pour le nouveau nucléaire (EPR2, SMR, AMR) et à sécuriser l'approvisionnement européen en radio-isotopes médicaux.

Le projet ITER, en cours de construction dans le sud de la France, constitue l'une des plus ambitieuses initiatives scientifiques internationales, avec pour objectif de démontrer la faisabilité de la fusion nucléaire comme source d'énergie décarbonée. Il associe 35 pays et représente un engagement politique et financier majeur.

La politique d'innovation nucléaire s'appuie notamment à travers le programme France 2030 porté par l'Etat qui vise à soutenir des projets industriels ambitieux pour le nucléaire de demain et à développer un écosystème de jeunes entreprises innovantes et de renforcer la culture de l'innovation dans le secteur.

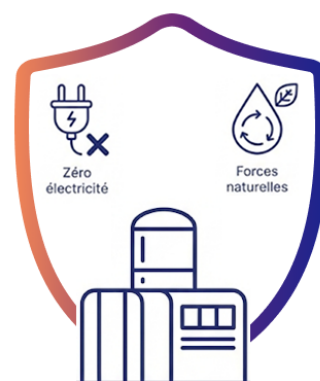
Le développement de petits réacteurs modulaires (SMR) en constitue un axe structurant. Ces nouveaux concepts de réacteurs nucléaires permettront d'introduire des innovations de rupture dans la R&D de la filière nucléaire française, qu'il s'agisse de développer la production combinée d'électricité, de chaleur et/ou d'hydrogène, de favoriser la fermeture du cycle du combustible nucléaire et d'améliorer la gestion des déchets radioactifs, ou d'améliorer la compétitivité de l'énergie produite, la sûreté ou la sécurité nucléaires.

Au total, onze projets de réacteurs de fission (réacteurs rapides au sodium et au plomb, réacteurs haute température, réacteurs rapides aux sels fondus, réacteurs calogènes) et de fusion (confinement magnétique, confinement inertiel) ont été sélectionnés lors de l'appel à projets n°1 « Réacteurs nucléaires innovants » de France 2030, ainsi que le projet « Nuward » porté par le groupe EDF.

Au-delà d'un soutien financier, les entreprises du secteur nucléaire peuvent bénéficier d'un accompagnement de l'écosystème public nucléaire français, notamment via l'Agence de Programme Nucléaire Innovant (APNI), coordonnée par le CEA :

- un accompagnement d'expertise scientifique et technique ;
- un accompagnement dans la mise à disposition de sites ;
- un accompagnement dans l'identification de mesures réglementaires et législatives pour faciliter leur déploiement en France
- un accompagnement sur le cycle du combustible ;
- un accompagnement en matière de sûreté et de sécurité ;
- un accompagnement des projets dans leurs démarches à l'international.

Sûreté passive : l'innovation autonome



D'autres soutiens seront accordés très prochainement aux entreprises ayant bénéficié d'un soutien de France 2030 afin de permettre aux projets les plus prometteurs d'aboutir à des réalisations industrielles, au développement de briques technologiques cruciales, ou au déploiement d'infrastructures de recherche.

Calogena

La société CALOGENA ambitionne de développer, de construire et d'exploiter des réacteurs nucléaires modulaires calogènes d'environ 30 MW thermiques pour fournir de la chaleur décarbonée à des réseaux urbains. Le projet vise à concevoir un réacteur thermique avec une température de sortie de 70 à 110°C, sur la base du design globalement éprouvé des réacteurs de recherche. La température plus faible que les réacteurs nucléaires destinés à la production d'électricité permet en particulier de limiter les contraintes et les risques liés aux équipements sous pression, facilitant leur implantation à proximité des grandes agglomérations disposant de réseaux de chaleur.

Jimmy

La société JIMMY ENERGY SAS (JIMMY), ambitionne de développer, de commercialiser et d'exploiter un petit réacteur innovant d'environ 60 MW thermique, pour la production de chaleur industrielle décarbonée à 450°C. Une telle température permet en particulier de servir de nombreuses applications industrielles, en particulier dans le secteur de la chimie.

Nuward

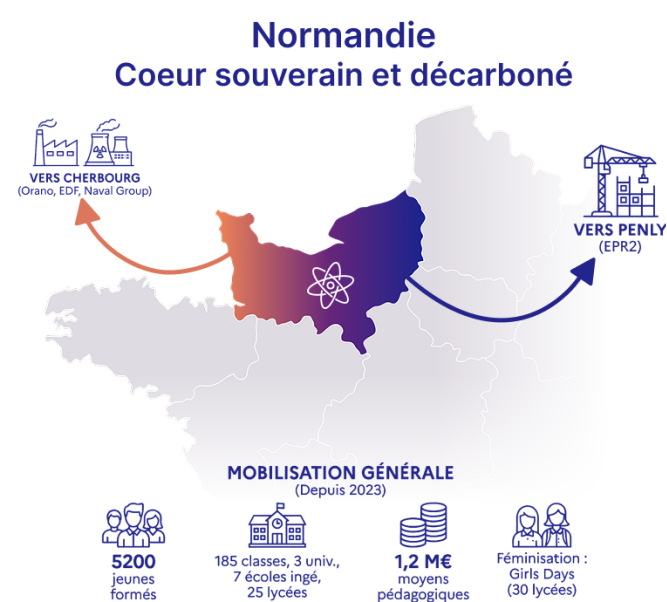
Le projet Nuward, porté par la société EDF, vise à développer, construire et exploiter un petit réacteur modulaire reposant sur une technologie mature de réacteur à eau générant à la fois de l'électricité et de la chaleur à destination des industriels, des *data centers* et des utilisateurs à forte consommation énergétique.

La formation au cœur de la relance de la stratégie nucléaire française

2 milliards d'euros de France 2030 dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « compétences et métiers d'avenir » (CMA) sont mobilisés transversalement pour former de nouveaux talents et répondre aux enjeux de réindustrialisation et de souveraineté qui engendrent des besoins nouveaux en matière de métiers et nécessitent donc de créer l'offre de formation adaptée.

Dans la filière nucléaire, l'enjeu en matière de compétences et de formations est particulièrement important puisque la relance du nucléaire français nécessitera plus de 100 000 recrutements dans les dix prochaines années, à tous niveaux de compétences et de qualifications, et dans des segments très divers.

Il a été demandé à l'université des métiers du nucléaire de coanimer la communauté des lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt « compétences et métiers d'avenir » sur le volet nucléaire pour encourager la dynamique et favoriser la mutualisation.



Exemple du programme 3NC, Normandie Nucléaire Nouvelles Compétences

La Normandie est la seule région française à déployer un continuum structuré de formation du CAP au Bac+6 dédié au nucléaire. 3NC en est l'architecte opérationnel : il forme dès aujourd'hui les équipes nécessaires au nucléaire en exploitation et aux grands chantiers à venir (EPR2 Penly, Pérennité et Résilience et Aval du Futur à La Hague).

Soutenu par l'Etat à hauteur de 42 M€ de France 2030 et par la Région Normandie qui investit à hauteur de 7 M€, le projet 3NC (Nouveau Nucléaire, Nouvelles Compétences) a été coconstruit par 15 entreprises partenaires, dont EDF et Orano, qui travaillent au quotidien avec 7 écoles d'ingénieur, les 3 universités normandes, 25 lycées et les pôles de formations des branches UIMM et Travaux Publics (F RTP). Plus de 50 entreprises sont embarquées dans une Team 3NC des entreprises de la filière normande, mobilisées pour la co-construction des formations. La Team 3N a établi une synergie étroite avec la filière nucléaire au niveau national, principalement avec l'Université des métiers du Nucléaire, et avec l'ensemble des acteurs du Grand Chantier de Penly.

Tous réunis pour relever un enjeu majeur : faire de la Normandie le cœur d'une France souveraine et décarbonée.

Quelques chiffres clés depuis son lancement en juin 2023 :

- 5200 jeunes sont entrés dans les formations 3NC ;
- 67 % techniciens jusqu'au bac+3 ;
- 33% masters et ingénieurs Bac+5/+6 ;
- 1,2 M€ de moyens pédagogiques déjà installés dans des lycées ;
- Féminisation : 30 lycées embarqués dans un dispositif Girls Days, quand les lycéennes de parcours professionnels parlent aux collégiennes.
- À la rentrée 2025 :
 - 2700 jeunes entrés dans les classes 3NC ;
 - 185 classes nouvelles ou en cours de colorations accueillent ces jeunes, partout en Normandie, de la Seine Maritime (plutôt pour le chantier de Penly) jusqu'à Cherbourg (plutôt pour Orano, EDF Flamanville et Naval Group).
 - 7 écoles d'ingénieur, les 3 universités normandes, 25 lycées et les grands pôles de formation des branches des travaux publics (FRTP) et de l'industrie (UIMM) ;
 - Ces 2700 jeunes sont répartis ainsi : 14% dans le génie civil et les travaux publics, 19% en génie nucléaire, 50% dans des métiers de l'industrie et 17% dans le numérique (cybersécurité) et le management de la sécurité.

Le programme 3NC couvre l'ensemble des métiers nécessaires au nucléaire existant et aux grands chantiers, du génie civil aux métiers de l'industrie, jusqu'au génie nucléaire (maintenance, exploitation, sûreté).

- Aligné sur les besoins du nucléaire en Normandie ;

- Chantier des 2 nouveaux réacteurs EPR2 à Penly ;
- Chantiers de prolongation des installations nucléaires existantes (Grand Carénage dans les 3 centrales nucléaires et projet Pérennité Résilience pour les usines de retraitement des combustibles à la Hague) ;
- Construction des usines de nouvelle génération de traitement recyclage, projet Aval du Futur chez ORANO la Hague.

7. Annexes

Liste des acronymes

AEIA : Agence Internationale de l'Energie Atomique

AFCON : Commission Africaine de l'Energie Nucléaire

AIE : Agence Internationale de l'Energie

AMR : Réacteur Modulaire avancé (Advanced Modular Reactor)

ANDRA : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

ASEAN : Association des nations de l'Asie du Sud-Est

ASN : Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection

CEA : Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

PINC : Programme indicatif nucléaire

PIIEC : Projet important d'intérêt européen commun

PPE : Programmation pluriannuelle de l'énergie

PNEC : Plans nationaux énergie-climat

RTE : Réseau de Transport Electrique

SMR : Petits réacteurs modulaires (Small Modular Reactors)

TNP : Traité de non-prolifération

WANO : World Association of Nuclear Operators

WNA : World Nuclear Association

Programme

Le Sommet - 10 mars 2026

La matinée du 10 mars 2026 : séquence d'ouverture de haut niveau avec les chefs d'états et de gouvernements

L'après-midi du 10 mars 2026 :

Trois panels

Quatre tables - rondes

Deux événements parallèles en marge du Sommet :

08 mars 2026 : Événement grand public à la Cité des Sciences

09 mars 2026 : Événement scientifique organisé par le CEA à la Maison de la Chimie à Paris

La journée du 10 mars 2026 débutera avec une séquence d'ouverture de haut niveau avec les chefs d'états et de gouvernements.

Les Etats membres de « l'Alliance du Nucléaire¹⁰ » seront conviés au Sommet. A ce jour, cette organisation, initiée par la France en 2023, regroupe 15 pays signataires – Belgique, Bulgarie, Croatie, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède et un membre observateur (Grèce) et vise à faire reconnaître le rôle du nucléaire dans la décarbonation de l'économie, à assurer la sécurité de l'approvisionnement et à contribuer à une autonomie stratégique et renforcer la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Les États membres de l'Alliance seront conviés à échanger autour des objectifs suivants :

- Intégrer le nucléaire civil à la stratégie de décarbonation et de compétitivité de l'Union européenne ;
- Assurer le respect du principe de neutralité technologique dans le cadre énergie-climat post 2030 et le prochain cadre financier pluriannuel et soutenir une politique de l'offre européenne.

L'après-midi sera rythmée par trois panels consécutifs centrés autour de :

- **La demande** : « Stratégies régionales : le potentiel de l'énergie nucléaire pour répondre aux besoins mondiaux croissants en énergie propre » ;
- **Le financement** : « Le financement des projets nucléaires : un enjeu essentiel pour tous les Etats » ;
- **L'offre** : « Nouveau nucléaire : l'innovation au service des technologies nucléaires de demain ».

En marge de ces panels, quatre tables rondes se dérouleront autour des thématiques suivantes :

- Tripling Nuclear Energy.
- Assurer la sécurité d'approvisionnement en combustible nucléaire au niveau mondial ;
- La gestion sûre, efficace et responsable des combustibles nucléaires usés comme condition essentielle de la relance du secteur : entre fermeture du cycle et stockage géologique profond, de multiples solutions existent ;
- Chaînes d'approvisionnements et développement des compétences : des enjeux essentiels pour la construction efficace et l'exploitation sûre des centrales nucléaires.

¹⁰ Belgique, Bulgarie, Croatie, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovénie, Slovaquie, Suède ; Grèce en tant que membre observateur.

Présentation des événements parallèles

8 mars 2026 : Le premier événement parallèle se déroulera le 8 mars 2026 à la Cité des Sciences à Paris. Ouvert au grand public, cet événement sera dédié à la valorisation des femmes dans le domaine du nucléaire, à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Il mettra également en avant la jeunesse et les liens avec la science-fiction.

9 mars 2026 : Un second événement parallèle organisé par le CEA se tiendra le 9 mars 2026 à la Maison de la Chimie à Paris. Ce colloque scientifique réunira plus spécifiquement des experts, des chercheurs et des industriels.